L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 3 AVRIL 1888. 61me Année

Dufour & Dumont,
Propriétaires-Editeurs

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI, 3 AVRIL 1888.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.
Un an.....$2 00
Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.
Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix de un dime de 10 cts la ligne voir la 3e page.

TICKET DÉMOCRATIQUE.

Candidats du Parti démocrate désignés à l'unanimité par la Convention d'Etat :

Gouverneur
FRANCIS T. NICHOLLS,
d'Orléans.

Lieutenant Gouverneur
JAMES JEFFRIES,
de Rapides.

Secrétaire d'Etat,
L. F. MANON,
de Concordia.

Trésorier,
W. H. PITES,
d'East Feliciana.

Avocat-Général,
WALTER H. ROGERS,
d'Orléans.

Auditeur,
O. B. STEELE,
d'Union.

Surintendant de l'Instruction Publique,
JOSEPH A. BREAUX,
d'Iberia.

PROGRAMME.

Nous, représentants de la Démocratie de l'Etat de la Louisiane, réunie en Convention, faisons la déclaration suivante :

1 Nous proclamons notre adhésion, depuis longtemps acquise, aux principes du parti démocratie tels que les a établis son fondateur Thomas Jefferson, persuadés que de leur application dépend le maintien de nos libres institutions et du gouvernement populaire.

2 Nous donnons notre pleine approbation à l'administration de Grover Cleveland, et nous croyons qu'il est de l'intérêt du pays de réélire le président actuel de l'Union. Nous approuvons aussi l'administration du gouverneur Samuel Douglas McEnery, qui, en fidèle serviteur public, a rendu d'éminents services à l'Etat. Nous affirmons que l'administration des affaires publiques en Louisiane, depuis les onze dernières années, a mis un terme à l'anarchie qui régnait dans l'Etat, qu'elle y a rétabli la prospérité, ravivé les sources de la fortune générale et payé le chemin à la haute position que la Louisiane occupe en ce moment parmi les Etats. Nous prenons l'engagement de consacrer tous nos efforts pour assurer la continuation de cet état de choses.

3. Nous nous engageons à obtenir une administration économique des affaires publiques, à maintenir le crédit de l'Etat en calculant les dépenses d'après les revenus, sans le dépasser, à travailler à la liquidation de la dette de l'Etat et au prompt paiement de l'intérêt de cette dette, comme la recile la loi.

4. Le système adopté pour les levées de l'Etat est une nécessité pour la protection de l'existence et des biens de nos concitoyens.

5. Nous nous engageons à le développer, à le maintenir et à le protéger, dans la mesure que nous commandent les finances de l'Etat, parce que nous le considérons comme essentiel au bonheur et à la prospérité du peuple.

Nous prenons l'engagement, au nom du parti démocratie de cet Etat, de faire tous nos efforts pour placer les écoles libres de la Louisiane sur une base solide; et nous sollicitons de la Législature une législation suffisante, à prendre dans le revenu annuel de l'Etat, pour l'éducation de la jeunesse.

6. Un des premiers devoir de l'Etat est de protéger et de développer ses grands intérêts agricoles par une législation bienfaisante et surtout d'encourager et de soutenir le Collège d'Agriculture et les stations destinées aux expériences.

7. Nous sommes opposés à toute concurrence, en fait de travaux, que pourraient faire les détenus du pénitencier de l'Etat aux ouvriers libres.

8. Nous appelons parmi nous, pour exploiter les terres fertiles de la Louisiane, les immigrants de toutes les parties du monde; en leur donnant l'assurance qu'ils seront ici les bienvenus et qu'ils pourront y créer un heureux *home*.

VENTES DE CE JOUR.

Par Vincent & Co.—Aux Nos 112 et 114 rue du Camp—Quincaille, le devant de cheminées et accessoires, et le contenu du chantier de marbrerie du Camp, entre Poydras et Lafayette. Les droits d'occupation du terrain de chaussée de la bâtisse No 42 rue du Camp; de la bâtisse en briques No 114, et des terrains en rauge comme chantier de marbrerie sur la même rue.

Par le Shérif—Au local No 109 rue Girod—Un lot de meubles de maison et autres articles. Vaste un lot de bijouterie.

Par Hy. Stern & Co., à leur salle d'encan, No 48 rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

L'enquête sur l'industrie des viandes et des graisses de l'Ouest des Etats-Unis.

Depuis plusieurs années, certains [illegible] de l'Union se plaignent, amèrement, de ce que, de l'autre côté de l'Atlantique, les nations européennes refusent d'admettre, sur leurs marchés, les animaux sur pied, destinés à l'alimentation, les viandes fraîches, les salaisons, provenant de l'Amérique. Elles [illegible] pour raison à cet interdit le mauvais état des produits exportés soit en [illegible], soit après l'abattage. Les animaux seraient atteints de maladies contagieuses; ils fourmilleraient de [illegible] malsains qui peuvent engendrer des affections dangereuses, dont suites seraient quelquefois fatales. Ce n'est là, dit on, qu'un prétexte qui [illegible] à couvrir l'esprit d'exclusion dont est, malheureusement, animé en Allemagne et en France. Ces allégations sont nullement fondées. Les viandes et graisses d'Amérique sont aussi saines, [illegible] le moins, que celles d'Europe. Il est temps de faire justice de ces accusations; au besoin, d'user de représailles, à l'égard des pays qui osent les porter contre nous.

Telles sont les plaintes, les réclamations souvent acerbes dont, à chaque [illegible] retentit la Presse du Nord et de l'Ouest. On dirait que l'industrie agricole et celle de l'élevage sont victimes d'une odieuse calomnie susceptible de [illegible] la réprobation de tous les honnêtes gens. Ce qui rendrait à le faire croire, c'est que ce sont les éleveurs, eux-mêmes, et les industriels faisant l'abattage du porc, préparant les viandes pour la consommation et l'exportation, qui ont demandé, à grands cris, des [illegible] sur la question; qui les ont [illegible] et ont réussi, à force d'obsessions, à les obtenir.

Donc, il y a eu de nombreuses pétitions [illegible] au Congrès, [illegible] administration [illegible] pétitionnaires [illegible] rechercher [illegible] corrogé [illegible] la vérité, et [illegible] scrupuleusement, [illegible] faits qu'ils disaient Américains, commissaires, ne devaient éprouver et n'éprouvaient qu'une sincère sympathie pour les compatriotes qui leur [illegible] de leurs souffrances et de leurs charges. On faisait peser sur eux; de venger l'industrie nationale, perfidement [illegible], odieusement calomniée.

Eh bien, l'aveu est pénible à faire, l'impartialité nous force à parler. Les accusations ont été reconnues [illegible] tous les faits allégués ont été [illegible] par les comités. Il n'en résulte pas que les viandes et les graisses [illegible] soient mauvaises en elles-mêmes; elles valent autant que celles d'autres contrées, sinon davantage, [illegible] elles ne sont pas préparées et exposées [illegible] une égale conscience. La [illegible] avouable, c'est mise de la part [illegible] y a eu des maladies [illegible] pas méritées; il y a eu des [illegible] infectées par [illegible] ou [illegible] [illegible] [illegible] n'en a tenu aucun compte. Les animaux malsains ont été abattus comme les autres et confondus avec eux. Il n'est trouvé des produits de la charcuterie de l'Ouest qui eussent dû être rejetés; on s'en est bien gardé, parce que cela eût constitué une perte et que les bénéfices de l'exploitation en auraient été diminuées; on a tout mêlé, confondu, le bon et le mauvais, la marchandise saine et la marchandise malsaine.

Tout le monde connaît les résultats de ces déplorables pratiques. Il suffit d'une brebis galeuse, pour empoisonner un troupeau; d'une pêche légèrement attaquée par un ver imperceptible, pour gâter toute une corbeille des plus beaux fruits. C'est ce qui est arrivé aux viandes américaines.

Il est inutile de nier les faits; ils sont avérés; ils ont été constatés devant les Commissions et, ce qu'il y a de plus triste à dire, c'est que ces adultérations coupables ne sont pas exceptionnelles, elles sont générales, et il n'est peut-être pas une maison de St-Louis qui soit, sous ce rapport, entièrement à l'abri de reproche. Que l'industrie en souffre à l'étranger, c'est un fait regrettable, mais il n'y a ici que quelques intérêts qui soient lésés; les industriels victimes n'ont que ce qu'ils méritent; ils sont punis par où ils ont péché. Autres choses encore plus graves: la santé des citoyens de l'Union est exposée à de véritables dangers, et nous en sommes réduits à nous alimenter de produits que repoussent les pays étrangers.

Les industriels incriminés protestent aujourd'hui contre le résultat de l'enquête, mais qui donc l'a provoquée, si ce n'est eux-mêmes? Dans quel but? il est encore triste de le dire; c'est qu'ils voulaient se débarrasser d'une concurrence gênante, de celle de l'huile de coton. Celle-ci est sortie à peu près indemne des recherches dont elle a été l'objet; l'enquête instituée à l'instigation des marchands de porc et de graisse, et en leur faveur, s'est tournée contre eux. Ils n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes de leur mésaventure. Il ressort des travaux du Comité une grande et utile leçon : c'est que le commerce américain a besoin—comme celui de tous les autres pays—d'une surveillance rigoureuse, et que l'administration, aussi bien que le Congrès, sont dans l'obligation de soumettre l'industrie en question à une inspection sévère. Si les faits allégués sont vrais et tout—jusqu'à preuve du contraire—nous porte à soupçonner qu'ils sont exacts, le gouvernement général est tenu d'agir; il le doit, pour maintenir la bonne renommée des Etats-Unis à l'étranger; il le doit, pour sauver la santé de ses administrés; il le doit, dans l'intérêt même de l'industrie qui s'est rendue coupable de ces indignes abus, car, aveuglée comme elle l'est par une convoitise malsaine, elle va découdre aux yeux de tous et travaille à sa propre ruine.

La vitalité, épuisée par excès de travail ou par la maladie, est sûrement restituée par la Salsepareille d'Ayer.

LOUISIANE.

Le *Commercial*, Lac Charles, paroisse Calcasieu, du 31 mars :

Depuis neuf mois, Welch, caché dans les bois de Lacasine, a pris un développement prodigieux. A cette époque, on n'y voyait que huit à dix maisons délabrées. L'immigration de l'Ouest a changé tout cela. Depuis l'hiver dernier, il a été bâti 29 maisons, où se sont installées 25 familles, sans compter les hommes qui sont venus seuls, au nombre de 100.

A cette heure, il y a en construction ou en projet bien arrêté, 40 maisons qui vont être fabriquées par une douzaine et, plus que cela, des familles de l'Ouest.

A la même époque, deux hommes arrivaient à Jennings, cherchant à acheter une grande propriété. On les amena à Welch, où ils achetèrent 3,000 acres de terres, à $2 50 l'acre — 1500 comptant. N'ayant pas assez d'argent, ils revendirent pour rentrer dans leur argent. Bientôt, après, deux immigrants de Floya achetèrent la même terre $3. 50 ; ils en revendirent 800, $8 l'acre — bonne transaction, on le voit.

Hier, on achetait la vaste propriété Wiswieger, 80 comptant de 800 acres, et l'on commence à entamer le domaine Watkins.

Il y a une grande quantité de terres à vendre à $5 l'acre. Les "Homesteads" ont disparu. A un mille ou deux plus loin, du côté de Jennings et sur les limites de la propriété Watkins, les habitations se pressent. Il n'y en avait pas huit, il y a deux ans. Plusieurs anciens propriétaires sont allés au Texas pour y acheter du bétail. L'un d'eux a acheté 700 *acres*, dans la prairie une, à $7 l'acre. Il y a trois ans, ces mêmes terres avaient été acquises à $1. 25 pour celles des Etats-Unis, à 75 cents pour celles de l'Etat. Cette nouvelle habitation est à 8 ou 10 milles au nord de Welsch. Le propriétaire, M. Fenton, est un homme chanceux. Quand il est arrivé ici, il avait le corps ravagé par la maladie, par le sciatique. Il se porte merveilleusement aujourd'hui. Il vient de faire 16 milles en voiture. Il a sur ses terres 600 magnifiques têtes de bétail. Il croise ses animaux avec des Holstein et des taureaux à petites cornes. On commence ici l'élevage du mouton. Ces propriétaires ont planté chez eux plus de 1,000 pêchers, pruniers, abricotiers, muriers et figuiers; ils ont aussi de belles vignes. On y trouve même des cerisiers. Leurs vergers sont en pleine prospérité. Dans cinq ans, ils n'en feront de superbes revenus.—Un peu plus loin, M. Drury, du comté de Sac, Iowa, a une très belle résidence, un magnifique jardin potager et fruitier. Il a 600 pêchers de deux ans, des pommiers, des figuiers, des poiriers, des cerisiers. Il a fait, cette saison, 30 tonnes de foin. Il n'y a pas, chez nous, de fermier venu de l'Ouest, qui ne fasse plus on moins de foin, et n'élève des animaux des meilleures races bovine, ovine et porcine.

A un mille de là, plusieurs autres fermiers font de bonnes opérations ; ils sont tous venus de l'Iowa; M. J. J. Mills, entr'autres, a fait 150 tonnes de foin, qu'il expédie à la Nouvelle Orléans, mais les plus loin on ont fait perdre une grande quantité. Il avait fait venir sa famille en septembre dernier. Il a eu soin de drainer son jardin à la tuile et il en a obtenu d'excellents résultats. Ayant récolté, pendant l'automne, des pommes de terre malades il les avait enfouies dans la *terre*, elles y ont repris et sont maintenant d'une très belle dimension.

Nous devons à cette mesure, prise, un peu au hasard, par M. Mills, une véritable découverte. Nous savions déjà semer, en août pour récolter, en automne ou pour laisser sous le sol, les pommes de terre pendant la froide saison; nous savions aussi semer de très bonne heure afin de pouvoir récolter de même, mais ce qu'il y a de nouveau, c'est que l'on plante ou sème en automne en vue de la pensée pendant l'hiver. Certes, il y a quelques risques à courir en agissant ainsi; la réussite complète suppose un temps constamment doux; néanmoins, l'essai est intéressant et l'on fera bien de renouveler les expériences.

M. Mills vend son foin à Welch, $7 la tonne.

M. Thomas, encore un homme de l'Iowa, a fait 150 tonnes de foin, l'an dernier, et en a expédié 100 à la Nouvelle-Orléans.

Entre Welch et Jennings, il y a une petite localité, Evangeline, qui commence à se peupler.

Voici qui donne une idée de l'extension donnée à la culture des fruits à Welch : M. Lillman D. Welch a 300 arbres fruitiers—pêchers, poiriers, pruniers, pommiers, figuiers, abricotiers, cognassiers, plaqueminiers, cerisiers.

M. C. Field a planté aussi des arbres ; il compte en doubler, quadrupler la quantité, l'année prochaine.

MM. Jasinski et Reever ont un verger de 1,725 pêchers, pruniers, abricotiers, cerisiers, cognassiers, etc.

M. Moore a 50 arbres fruitiers dans son jardin. Les terres de la localité, se vendent, maintenant, de $20 à $25. Au mois de mars, de l'an dernier, on pouvait en faire l'acquisition au prix de $5 l'acre. C'est l'influence des immigrants de l'Ouest qui a fait hausser le prix des terres. Welch n'existait que de nom, il y a neuf mois ; le village, a été incorporé la semaine dernière, avec M. Henry Welch, comme maire. Dans quelques mois, on y comptera plus de 100 maisons et une population de 400 à 500 habitants.

Le *South*, Plaquemines, paroisse Iberville, du 31 mars :

Voici le moment de songer à nos levées, de veiller sur elles. Dans quelques jours, nous aurons une hausse considérable. Il n'y a peut-être pas encore de quoi s'alarmer, mais ce n'est pas une raison pour négliger l'inspection des points faibles, car il y en a, et il est urgent d'y mettre la main, sans plus tarder.

—M. Victor Berthelot, un de nos plus habiles planteurs, vient d'acheter l'habitation Chatham, dans Ascension. Chatham appartenait, depuis de longues années, au Dr Ballard. Le prix de vente a été de $50,000, dont $5000 comptant.

—La hausse des rivières au nord de la Louisiane a relevé l'espoir de ceux qui exercent l'industrie du bois. Ils espèrent pouvoir, bientôt, se procurer tous les bois de flottaison dont ils ont besoin. Nous pouvons prédire avec certitude, que nos scieries seront, bientôt, en état de faire de bonnes affaires. Il y a déjà assez d'eau en perspective pour permettre aux bûcherons de fournir aux fabriques assez de bois pour travailler pendant 12 mois.

—Parmi les paragraphes du bill des Rivières et des Ports, nous trouvons le suivant :

"Bayou Plaquemine, pour commencer les travaux dans le but de le relier au Mississippi $1,000,000." Nous croyons que cette allocation est suffisante pour faire face aux dépenses que nécessite la rectification du pont de Plaquemine. Au cours d'une conversation, que nous avons eu avec le président du comité, l'honorable Blanchard, quelque temps après le véto qui mettait à néant le bill des Rivières et des Ports, notre représentant nous a affirmé qu'il n'épargnerait rien, pour obtenir les allocations nécessaires, afin de relier à venir les déblais des levées, devant notre localité, et nous avons la ferme confiance qu'il tiendra sa parole. En fait, la construction d'écluses et la rectification du port doivent aller ensemble ; ce n'est qu'un seul travail, et nous savons que nos représentants sont d'accord sur ce point.

—M. Burnes McGehee déclare que la Louisiane peut battre le Missouri et le Kentucky pour la production des mulets et du foin. Il place notre Etat en tête de tous ceux qui font l'élevage.

Le fermage et la culture variée est une autre corde de la Louisiane à son arc. Outre une grande variété de bois, tels que n'en a pas le reste de l'univers, nous pouvons affirmer que la paroisse Plaquemine est plus faite pour attirer l'attention des spéculateurs étrangers, sous ce rapport, qu'aucune des paroisses qui l'environnent.

Tirer parti des terres qui restent aujourd'hui stériles, tel devrait être le but de tout bon citoyen de notre paroisse. Le seul moyen s'y arriver, c'est de varier nos cultures et de travailler à la fondation des industries qui sont en rapport avec les productions du pays.

Nos scieries ne sont pas suffisantes ; il nous en faudrait au moins deux fois plus, sans compter de nouvelles fabriques de barils et de meubles.

Le sucre, le riz, le coton sont des produits qui n'ont pas perdu leur valeur mais il faut employer de nouveaux procédés, de nouvelles méthodes. Il faut mettre de côté les vieilles machines et en adopter de nouvelles, à la hauteur des progrès nouveaux de la science, et capables de doubler le rendement de nos cultures. L'établissement d'usines centrales donnera une nouvelle impulsion à l'industrie sucrière, en permettant à une seule de petits fermiers de livrer à une grande sucrerie les cannes qu'ils auront cultivées. Il y a, autour des grandes habitations, de petits fermiers dont les terres sont à peu travaillées, qui ne peuvent pas profiter de la canne, parce que les grands planteurs n'ont pas de machines assez puissantes pour faire l'extraction du sucre de celles qu'ils pourraient leur fournir. Les usines centrales peuvent seules remédier au mal. Le jour où elles seront établies, nous verrons doubler et tripler le nombre des petites fermes dans leurs environs. Tout cela augmenterait considérablement la production en même temps que la richesse du pays

Au lieu de ce sentiment de faiblesse et de lassitude, la Salsepareille d'Ayer vous donnera la force et l'énergie.

Alsace-Lorraine.

On lit, dans la *Post*, de Strasbourg :

"Le commerçant Laverdure, arrêté il y a environ trois mois parce qu'il était soupçonné de complicité dans le crime de haute trahison, a été remis en liberté sans être tenu de fournir une caution. De sa confrontation avec le sieur Chambannes, qui a commis le crime de haute trahison, il est résulté que les intentions criminelles qu'il aurait eues en faisant parvenir des lettres à leur adresse ne peuvent être prouvées. En conséquence, le tribunal de Strasbourg a pris une décision en vertu de laquelle il n'a pas été donné suite à l'instruction ouverte contre Laverdure."

L'instruction ouverte contre le sieur Bilger, [illegible] a été également [illegible].

La chambre de commerce de Strasbourg vient d'avertir les fabricants de foie gras de cette ville qu'elle a transmis au ministère d'Alsace-Lorraine la pétition dans laquelle ils demandent protection contre la falsification, par des commerçants parisiens, des pâtés de foie gras provenant de Strasbourg et vendus en France. La chambre de commerce prie le ministère d'obtenir, par voie diplomatique, la suppression de l'abus en question.

On écrit, de Bruxelles, à la *Gazette de Cologne*, que M. Antoine, député de Metz, va s'établir dans le grand-duché de Luxembourg. Il a loué une maison dans la petite ville de Grevenmacher.

Un ouvrier fondeur, Stadler, qui avait été arrêté pour avoir proféré des injures à l'adresse de l'empereur défunt, s'est pendu dans la prison de Sainte-Marie-aux-Mines.

Espagne.

A la Chambre, un député a développé une interpellation sur le régime des alcools. Il a insisté sur les circulaires du gouvernement français, qu'il considère comme portant préjudice au commerce vinicole de l'Espagne et comme contraire au traité existant.

"La prohibition française—a dit l'orateur—atteint tous les vins alcoolisés par son excitation de tout vin artificiel. Nos vins sont naturellement alcoolisés; à leur arrivée en France, ils seront soumis au caprice et à l'arbitraire des employés des douanes françaises, chargés d'apprécier la quantité d'alcool qu'ils contiennent."

L'orateur s'est plaint qu'une expédition de vins naturels de Valence en France ait soulevé des difficultés qui ont rendu impossible l'exportation.

Le ministre des affaires étrangères a répondu que la circulaire française corrige les erreurs des circulaires précédentes; son application sera favorable et non préjudiciable aux vins espagnols. Cette circulaire ne traite pas de la fixation du degré des vins ou des alcools, fixation prévue par le traité, mais de la distinction entre les vins naturels et les vins alcoolisés à l'aide d'alcool de bonne ou mauvaise qualité, destinés à l'exportation en France. La circulaire a donc pour but de prohiber l'entrée des vins falsifiés.

M. Moret a ajouté que le gouvernement a agi avec une entière bonne foi, et qu'il n'aurait pas manqué de demander des explications au ministre français si sa circulaire avait donné lieu à une interprétation douteuse.

L'ouverture officielle de l'Exposition de Barcelone est fixée au 8 avril.

LA POPULATION DE LA RUSSIE.—Le dernier recensement de l'empire russe donne à ce pays une population de 108,787,239 âmes.

La population résidant dans les 1,274 villes de la Russie comprend 13,760,000 personnes et dans les villages 77,555,271.

L'on compte quatre villes dans l'empire du czar qui contiennent plus de 200,000 habitants : St-Pétersbourg, Moscou, Varsovie et Odessa.

Neuf villes ont une population variant entre 100,000 et 200,000 et vingt-trois autres villes entre 50,000 et 100,000.

Le nombre des écoles est de 41,492 avec 1,850,934 étudiants, mâles et 632,970 filles.

Il n'y a que seize écoles d'agriculture dans tout l'empire et ces écoles sont suivies par 2,156 élèves.

Nouvelles diverses de France.

Les Anglais se proposent de venir en masse visiter l'Exposition universelle de 1889.

Dans cette prévision, des Sociétés ont été organisées; les adhérents, déjà en grand nombre, versent un schilling (1 fr. 25) par semaine.

Une Compagnie s'est chargée d'amener les excursionnistes à Paris et de leur rendre le séjour aussi économiquement agréable que possible.

A cet effet, cette Société va faire bâtir un immense hôtel devant contenir 1,000 à 1,100 chambres à un et à deux lits. Il y aura un immense hall où 1,200 personnes pourront dîner à l'aise ; une immense salle de réunion et de lecture, des bars, des billards, en un mot, tout le confortable souhaité.

Les voyages se feront par fournées d'excursionnistes. Chaque fournée restera cinq jours à Paris.

Le préfet de la Seine vient de saisir le Conseil municipal d'un projet de tramway tubulaire souterrain, dû à M. Berlier, ingénieur civil.

Ce tramway, qui serait à traction électrique, prétend réaliser les avantages suivants : passage fréquent des voitures, qui pourraient se suivre à moins d'une minute d'intervalle,—le public n'attendrait jamais;—rapidité beaucoup plus grande que celle des omnibus,—vingt kilomètres à l'heure,—dégagement de la voie publique.

Le réseau, qui se composerait de trois lignes, serait souterrain. Le tunnel aurait formé d'un tube en fonte de section circulaire de 6 mètres de diamètre. Les gares (toutes souterraines), le parcours du tube et les voitures seraient éclairés à l'électricité.

La dépense est évaluée à 51 millions, ce qui—le réseau étant de 16 kilomètres 16—fait ressortir le prix de revient kilométrique à 3,260,000 fr.

Le prix des places serait le même que celui adopté pour les omnibus, 30 centimes pour la première classe et 20 centimes pour la seconde. Ces tramways seraient exclusivement réservés aux voyageurs.

Pendant le bal très brillant donné, récemment, à l'Hôtel Continental, au profit de la Caisse de l'Association, plusieurs anciens élèves de l'Ecole centrale ayant formé le projet de visiter, dans la matinée suivante, les chantiers de la Tour, au Champ de Mars, M. Eiffel et son gendre, M. Salles, leur en ont fait les honneurs. La visite n'est prolongée pendant plus de deux heures.

Au pied de la Tour on a creusé un canal immergé dans lequel on a établi le modèle des écluses telles qu'elles seront exécutées dans quelques semaines à Panama.

Les écluses de M. Eiffel sont composées d'un vantail unique, roulant non point sur des rails ou des galets ignorés, mais attachés hors de l'eau. Il est aussi facile de maintenir tout l'appareil en parfait état. Quant à la porte, elle se compose de plusieurs compartiments étanches, absolument indépendants et maintenus constamment flottants. L'ensemble de ce système facilite l'entrée de l'eau sans remous ni courants.

Grâce à M. Milliau, la science se trouve maintenant en possession d'une réaction chimique, nettement définie, qui lui permet d'obtenir le résultat si longtemps cherché par les hygiéniques, c'est-à-dire le moyen de découvrir la falsification de l'huile d'olive par l'huile de coton, quelle que soit la proportion du mélange.

Le gouvernement français, sur l'avis du Conseil des Arts et Manufactures, vient de prendre les mesures suivantes, destinées à atténuer, pour la fabrique lyonnaise, le dommage que lui cause l'application du nouveau tarif douanier sur les produits italiens. Il a décidé, par voie de décrets :

1. Admission temporaire des soies italiennes venant se faire teindre en France, à charge de réexportation.

2. L'admission temporaire en entrepôt réel des soies [illegible] d'Italie destinées à être réexportées. Cette mesure a pour but d'obtenir que Lyon reste le principal marché européen des soies.

3. L'exonération de tout droit des enveloppes de cocons [illegible] qui avaient été frappées, par erreur, du droit de 50 centimes, applicables aux cocons secs, en vertu du nouveau tarif douanier.

La seizième assemblée générale annuelle de la Société de l'Orphelinat de la Seine a eu lieu, tout dernièrement, au grand amphithéâtre de la Sorbonne. Aux côtés de MM. Salicis, président d'honneur, et Gaufres, conseiller municipal, président exercif, avaient pris place MM. Maze et Guichard, sénateurs; Monod, représentant le ministre de l'Intérieur; J. Pina, ancien député, de l'Institution nationale des jeunes aveugles; Couturier, ancien gouverneur de la Guadeloupe, etc. Dans son discours d'ouverture, M. Salicis, qui est Inspecteur général de l'instruction publique et examinateur à l'Ecole polytechnique, a fait le récit d'une visite qu'il avait rendue incognito à l'Orphelinat de la Bâtarde Saint-Maur, créé l'année dernière par la Société. Avant cette époque, l'Orphelinat n'avait que des "garderies" à Belleville, à Grenelle, à Vaugirard, etc. Aujourd'hui, plus de garderies, mais une vaste propriété d'une contenance de 8,000 mètres, achetés 50,000 f.

M. Gaufrès a exposé ensuite la situation de l'œuvre en 1887. La Société, qui ne comptait que 932 membres en 1882, en compte actuellement 1,250. Le nombre des enfants adoptés pour l'année écoulée s'élève à 125, dont 48 garçons et 22 filles élèves, et 38 garçons et 17 filles apprentis.

M. Gaufres a remercié plus particulièrement une généreuse donatrice qui a légué à la Société une maison située à Mers-sur-Mer et estimée 20,000 fr.

Puis M. Henri Aron a donné lecture du compte rendu financier, duquel il ressort que les recettes, depuis le 16 juillet 1871, date de la création de la Société, se sont élevées à 888,397 fr. 45 et les dépenses à 789,300 fr. 80 ; l'avoir de la Société est donc aujourd'hui de 99,096 fr. 65.

Pendant que la musique de l'Ecole d'artillerie de Vincennes exécutait différents morceaux, on a procédé à la distribution des récompenses consistant en livrets de la caisse d'épargne. Les principaux lauréats ont été Mlle Peytavy et M. Ernest Gabory.

Enfin, un discours de M. Mazé, sénateur, a clos cette solennité.

Un généreux citoyen de la Côte-d'Or, M. Alker aîné, a fait donation, à l'Etat, de la nue propriété de son beau domaine du Val-des-Choues, à charge pour l'Etat d'y créer un Orphelinat de l'enseignement primaire pour les fils d'instituteurs.

Cet Orphelinat serait établi de manière à recevoir au moins 100 élèves, à raison de 8 pour la Côte-d'Or, 8 pour le département du Nord, dont M. Alker est originaire, et de 1 pour chacun des autres départements.

Dans la pensée de M. Alker, l'instruction donnée à "l'Orphelinat de l'enseignement primaire" aurait surtout pour but de développer le goût de la vie rurale chez les enfants qui y seront admis.

Avec ses sources abondantes, ses chutes d'eau et ses étangs, le beau domaine du Val-des-Choues est encore admirablement disposé pour la création d'un moulin modèle et d'une école de pisciculture.

Le correspondant particulier du *Journal des Débats* télégraphie, de Lyon, à ce journal :

"L'Union des chambres lyonnaises, présidée par M. Cansse, vient d'adresser au ministre des travaux publics une lettre au sujet des rapports des Compagnies de chemin de fer avec le public. Les Compagnies ont un service spécial pour vérifier les tarifs appliqués aux transports. Lorsqu'une erreur est constatée au préjudice des Compagnies, la surtaxe est immédiatement réclamée à l'expéditeur ou au destinataire; mais lorsque une erreur est reconnue au détriment du public, le montant de la détaxe est mis en réserve en vue d'une réclamation éventuelle; cela résulte du discours de M. Tirard, prononcé au Sénat le 17 février 1888, à l'occasion des modifications à apporter aux articles 105 et 108 du Code de commerce. Le contrôle de l'Etat chargé d'assurer la stricte observation des règlements ne pourrait-il pas obliger les Compagnies à rembourser les détaxes? Actuellement les détaxes non réclamées deviennent, après trentes ans, la propriété des Compagnies. Or, le Sénat a décidé (article 2 du projet voté sur les articles 105 et 108 du Code de commerce) que les prescriptions en vigueur au moment de la promulgation de la loi seront acquises pour cinq ans à dater de cette promulgation, si d'après la législation antérieure il reste un temps plus long à courir.

"Les détaxes afférentes aux années 1864 à 1887 seraient donc acquises aux Compagnies en 1893. L'équité exige des Compagnies le remboursement des détaxes aux ayans-droit. Le même vœu a été émis déjà par le congrès de chambres syndicales de France en 1886 et 1887. L'administration des postes et télégraphes rembourse les sommes perçues en trop. L'Union des chambres syndicales demande non seulement le remboursement des détaxes à l'avenir, mais aussi pour les sommes détenues depuis les trente dernières années."

Saint-Siège.

On mande, de Rome, que le cardinal Rampolla, secrétaire d'Etat, a annoncé aux nonciatures apostoliques une note qui, se rattachant à la récente allocution du Saint-Père au Sacré Collège, a pour objet les manifestations qui ont eu lieu, dernièrement, à Rome, à l'occasion de la fête de Giordano Bruno.

Les représentants du Saint-Père auraient, en même temps, reçu l'ordre de porter cette note à la connaissance des gouvernements auprès desquels ils sont accrédités.

Le Saint-Siège a ratifié la convention préliminaire conclue à Berne entre les délégués du Conseil fédéral, MM. Ruchonnet et Droz, et le nonce du Pape à Bruxelles, Mgr Ferrata, au sujet du règlement de la question dite du Tessin.

Le canton sera rattaché au diocèse de Bâle et administré par un dignitaire apostolique, qui sera autorisé à exercer des fonctions épiscopales.

Décédé hier matin, lundi, 2 avril 1888, à 6 heures, à l'âge de 47 ans, ALEXANDRE PARLONGUE. Ses amis et connaissances ainsi que ceux de ses frères Samuel et Henri Parlongue, sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu ce matin (mardi), à 10 heures, de sa dernière demeure, No 358 rue Bourgogne encoignure St Antoine.

De la part de sa mère.

ERNEST C. VILLERE,
15 rue Carondelet,
Importateur et marchand de Vins fins Comestibles de fantaisie. Vins rouges et blancs en caisses et en barriques. Cognacs Sherries, Vins de Porto, Rums, Gins, Vins de la Californie, Cordiaux, etc., Champagnes de Deibert & Co., Whskies célèbres de Cahn, Hart & Cie. 10 déc—1an

Avis.
A. A. Woods,
1414 rue Levee,
Nlle-Orléans.
Sur la liste des signataires des chefs et des représentants de Compagnies d'assurance annoncant la clôture de leurs Bureaux le jour de l'élection, j'avais le second à signer. Pour des raisons sonnes connues de ceux qui ont fait publier la liste, mon nom a été retiré avec un peu de hâte publié dans tous les journaux. Beaucoup de gens ont supposé que mes raisons de cette manœuvre, et pourquoi je vous demande de vouloir bien publier cet avis.
Respectueusement,
Signé : A. A. WOODS
3 avril—1f.

Société d'Assistance Mutuelle de St-Maurice.
(Cuercres et Versailles.)
Nlle-Orléans, ce 3 avril 1888.
Les officiers et les membres de cette Association sont par le présent, requis d'assister à la réunion générale extraordinaire qui aura lieu JEUDI PROCHAIN 5 avril, à 7 heures du soir, au local de la Société, coin Hancock et Chartres.
Des amendements à la Constitution et aux Statuts organiques seront proposés.
Tous les membres sont priés de se rendre à cette réunion, attendu qu'elle sera importante de la plus grande importance et y seront discutées.
Par ordre du Président,
J. HENRI FORCELLE, Secrétaire.
SEBASTIEN ROY
8 avril—3f

Avis est donné par les présentes, qu'on s'adressera à la prochaine session de la Législature, pour la passation d'une loi à l'effet d'amender la section 27 de l'Acte No 98 de l'année 1856, en tant qu'il s'agit de procédures pour la correction d'assessments de propriétés foncières dans la paroisse d'Orléans.
Nouvelle-Orléans, 3 avril 1888.
3 avril—6t et 30j

Election annuelle.—Association Sanitaire Assistance de la Nouvelle-Orléans.—Les membres sont par le présent notifiés de se trouver au bureau de l'Association No 10 rue Carondelet, MARDI 3 avril prochain, de 3 à 4 heures afin d'élire onze membres pour servir comme conseil directif, pendant l'année suivante.
HENRY S. ELDER,
3 avril—1 f— Secrétaire.

A vendre.
Il sera vendu le 5 avril à 4 heures p. m. le privilège de la buvette, restaurant, etc., pour le Pigeon, de la bâtisse qui aura lieu le 15 avril, au Fair Grounds.
La vente se fera coin Poydras et Derbigny, au coin de la Ruelle.
3 avril—jusqu'au 5 indistinctement

COGNAC.
UNE grande maison de BRANDY est désireuse de se trouver un agent bien introduit à la Nouvelle-Orléans. Les demandes accompagnées de références de premier ordre seront seules examinées. Adresse—Bureau de l'Abeille de la Nouvelle-Orléans. A.B.C. 3avril—3f

Bureau de la New Orleans City and Lake Railroad Co.—No 102 rue du Canal, au premier. Nlle-Orléans, 27 mars 1888.—A une assemblée régulière du Conseil des Directeurs tenue le 24 courant, dividende trimestriel de Une Piastre Cinquante Cents par action a été déclaré payable aux actionnaires à partir du 10 avril 1888. Le livre de transfert sera fermé dix jours avant le paiement du dividende.
W. E. LEVERICH,
Secrétaire.
27 mars—2f au 10 avril inc

M. E. R. Barnett, ancien Commis principal aux Inventaires du Hope Insurance Company, ainsi que de la presque totalité des plus anciens bureaux, en sa ville, se trouvent les plus capables facilités pour obtenir des Assurances de Feu, de Rivière et de Mer dans divers compagnies de première classe et aux taux courants les plus bas.
WM. M. BAILEY,
Près du Cotton Exchange.

REPRESENTANT. Actif.
Anglo Nevada Assurance Corporation, de San Francisco, Cal..... $2 497,833
St. Paul Fire and Marine Insurance Company, de St. Paul..... 1,541,060
Western Assurance Company, de Toronto..... 1,588,000
Marine Insurance Company (Limited), de Londres, Angleterre..... 8,851,350
Mannheim Insurance Company, de Mannheim, Allemagne..... 3,044,950
Louisville Underwriters, de Louisville, Kentucky..... 773,571
General Marine Insurance